

### Questions orales

traversent la frontière tous les mois et pourtant, au port de Fort Erie, situé en face de la ville de Buffalo, on a intercepté l'an dernier seulement six armes à feu par mois, six armes sur un millier.

Le ministre du Revenu ne croit-il pas que lui et son collègue, le ministre de la Justice, suscitent un faux sentiment de sécurité chez les Canadiens lorsqu'ils proposent une mesure législative de contrôle des armes à feu mal conçue tout en sachant qu'il leur sera de toute façon impossible de faire respecter la loi à la frontière?

**L'hon. David Anderson (ministre du Revenu national, Lib.):** Monsieur le Président, le député ne semble pas savoir que le programme de contrôle des armes à feu est extrêmement bien conçu et qu'il reçoit l'appui d'une grande majorité de Canadiens.

De plus, en ce qui concerne le trafic à la frontière, je ne sais pas comment s'y prend le député pour obtenir des statistiques aussi précises sur la contrebande des armes à feu, à moins qu'il ne s'y adonne lui-même.

\* \* \*

### LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

**L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon, NPD):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à la vice-première ministre. Celle-ci n'ignore pas que, dans les quatre dernières années, nous avons reçu deux rapports sur la violence faite aux femmes, soit *La guerre contre les femmes*, publié par un sous-comité du Parlement, et le rapport du groupe de travail sur la violence faite aux femmes, qui a coûté plus de 11 millions de dollars. Elle n'ignore pas non plus que les maisons de refuge, les centres d'aide aux victimes de viol et les centres pour femmes doivent constamment se démener pour obtenir les fonds dont ils ont besoin.

La vice-première ministre peut-elle me dire si son gouvernement est déterminé à assurer, par un financement de base, le maintien de ces services essentiels de prévention, de traitement et de conseil en matière de violence faite aux femmes et si son gouvernement va en partager le coût avec les provinces et les territoires?

**L'hon. Sheila Copps (vice-première ministre et ministre de l'Environnement, Lib.):** Monsieur le Président, connaissant l'intérêt que la députée et son parti portent à cette question, je puis certes assurer à la députée que nous allons faire tout notre possible pour respecter l'engagement que nous avons pris dans le livre rouge de faire du Canada un endroit plus juste et plus sûr pour toutes les femmes.

C'est pourquoi nous avons présenté dès la première année un projet de loi sur le contrôle des armes à feu, un programme très strict de nature à empêcher un autre massacre à la Marc Lépine. C'est pourquoi nous présenterons très bientôt un projet de loi sur la parité salariale, de telle sorte que les femmes qui travaillent dans la fonction publique obtiennent le traitement égal qu'elles méritent. C'est aussi pourquoi nous allons respecter notre engagement d'assurer le financement de base des maisons de refuge, de telle sorte que les Canadiennes soient protégées contre la

violence, qu'elle s'exerce dans la rue, dans leur voisinage ou, malheureusement, dans leur foyer.

\* \* \*

• (1500)

### L'AGENCE DE DÉVELOPPEMENT DU PARC CORNWALLIS

**M. Harry Verran (South West Nova, Lib.):** Monsieur le Président, dans South West Nova, l'agence de développement du parc Cornwallis a été mise sur pied pour promouvoir le développement économique de la région depuis que le gouvernement a annoncé la fermeture de la base militaire de Cornwallis.

Le ministre de la Défense nationale peut-il garantir à la Chambre que le gouvernement veut toujours assurer la viabilité économique de la collectivité de Cornwallis et que le ministère de la Défense nationale travaillera en collaboration avec l'agence de développement du parc Cornwallis pour rendre les terrains de la base de Cornwallis attrayants pour les investisseurs de l'extérieur?

**L'hon. David Collenette (ministre de la Défense nationale et ministre des Anciens combattants, Lib.):** Monsieur le Président, je peux certainement donner des assurances au député de South West Nova, qui a travaillé très fort pour promouvoir les intérêts des électeurs de sa circonscription après la fermeture de la base militaire de Cornwallis.

Dans son dernier budget, le gouvernement a annoncé la création de l'institut Lester B. Pearson de formation au maintien de la paix. Nous voulons que cet institut soit un établissement de calibre international pour la formation aux techniques de maintien de la paix.

Grâce à des accords bilatéraux avec des pays d'Europe de l'Est et d'autres pays d'Europe, et grâce au réaménagement de notre fonds d'infrastructure de l'OTAN, nous espérons pouvoir canaliser davantage d'argent vers cet institut.

Nous tenons absolument à aider à mettre sur pied un établissement de calibre international, mais nous voulons aussi conserver autant d'immeubles que possible sur le site pour que le député et les autorités locales puissent leur trouver de nouveaux occupants et donner à la base une nouvelle vocation économique.

\* \* \*

### RECOURS AU RÈGLEMENT

CERTAINS PROPOS TENUS AU COURS DE LA PÉRIODE DES QUESTIONS

**M. Jim Abbott (Kootenay-Est, Réf.):** J'invoque le Règlement, monsieur le Président. Je crois que, après réflexion, vous constaterez que le ministre du Revenu national m'a accusé de faire de la contrebande d'armes. Je crois que c'est exactement ce qu'il voulait dire.

**L'hon. David Anderson (ministre du Revenu national, Lib.):** Monsieur le Président, si j'ai donné l'impression que le député faisait de la contrebande d'armes, je tiens à corriger sur-le-champ cette impression. Ma question visait seulement à savoir comment il obtient des chiffres aussi précis sur les armes passées en contrebande.